



comisiones obreras de asturias
comisiones obreres d'asturies

Intervention au Congrès de la CGT des Vosges en Lorraine.

Bonjour camarades, je vous adresse un salut fraternel au nom de Gilberto Garcia (secrétaire à la politique de développement), au nom d'Adrian Redondo (secrétaire à la politique internationale et à la jeunesse), ainsi qu'en mon nom propre et au nom des Commissions Ouvrières des Asturies.

Comme vous le savez déjà, la confédération CCOO est le premier syndicat en Espagne. Un syndicat sociopolitique et qui compte plus de 43 000 adhérents aux Asturies. Nous venons d'une région du nord de notre pays, une région d'un peu plus d'1 million d'habitants. C'est une région de tradition industrielle et minière (des secteurs aujourd'hui en déclin à la suite des plan de reconversion des années 80 et 90), et marquée par le poids grandissant du secteur des services (bien que nos industries sidérurgique, de l'aluminium, du zinc, chimique, et manufacturière constituent encore 20% du PIB, soit 5 points de plus que la moyenne nationale). Nous travaillons pour un modèle de développement diversifié, dans lequel les industries de hautes technologies soit l'axe fondamental.

Nous venons d'une région de forte culture politique et syndicale, ce qui explique pourquoi ce fut aux Asturies que, durant la dictature du Général Franco, les CC.OO furent créées (à la mine de la Camocha autour de l'année 1957), une région à la pointe du

mouvement ouvrier, avec une forte tradition de négociation, mais également de luttes et de mobilisations.

Après cette brève présentation, il nous faut bien voir que nous sommes immergés dans une forte crise économique, dont tout le monde souffre (comme les travailleurs de France et de Lorraine), et face à laquelle notre organisation syndicale développe ses analyses, et ses propositions, et s'inscrit dans des cadres de négociations (tant dans le domaine de la négociation collective, que celui du Dialogue Social entre gouvernements, patronat et les organisations syndicales les plus représentatives : les CC.OO et l'UGT).

Sans mettre de côté les mobilisations que nous organisons contre les agressions patronales (comme celle de Madrid le 12 décembre dernier à laquelle participèrent des centaines de milliers de travailleurs et travailleuses), ou celles que qui ont eu lieu contre le gouvernement du Président Zapatero, qui veut imposer une réforme de notre système public de retraites (aux Asturies le 23 février dernier plus de 30 000 travailleurs sont descendus dans la rue).

Dans notre pays nous traversons une crise financière, mais de plus, et à la différence d'autres pays d'Europe, une crise de notre modèle de production (avec un secteur de la construction de logements démesuré, au point où l'on compte 800 000 logements invendus dans le pays) ; cette crise a généré un fort chômage, le taux parmi les plus hauts d'Europe, avec plus de 4 millions de chômeurs en Espagne, dont pratiquement 84 000 aux Asturies.

Le chômage touche plus particulièrement les jeunes, les femmes, les travailleurs immigrés et les travailleurs autonomes, avec un fort impact sur des secteurs comme la construction, l'industrie et maintenant les services. Cette crise a d'abord frappé l'emploi

temporaire (il y a plus de 30% d'emplois temporaires en Espagne), et maintenant elle commence à toucher les emplois stables. Cependant le taux de chômage aux Asturies est de 4 points inférieur à la moyenne du pays (19% en Espagne pour 15% aux Asturies).

L'économie de l'Espagne comme celle des Asturies ont des taux de croissance négatifs, même en 2010, contrairement à d'autres pays de l'Union Européenne.

Et dans cette crise, le secteur financier ne distribue pas les crédits dont ont besoin en premier lieu les PME et les familles. Et cela alors que les banques ont reçu 50 milliards de fonds publics destinés à les empêcher de sombrer, et à financer les besoins de notre économie !!! Ce sont eux qui organisent la crise et ce sont encore eux qui en tirent bénéfice !!!

Le patronat veut profiter de cette période d'incertitudes, de peur et d'une certaine faiblesse des travailleurs (es), pour tenter de réduire à son bénéfice leurs droits du travail et leurs droits sociaux, tout en limitant le pouvoir syndical. Et cela avec l'aide des forces les plus conservatrices, politiques et médiatiques !!!

Ainsi veulent-ils réduire les ressources de la protection sociale (pour les travailleurs(es) qui n'étant en rien responsables de la crise ont perdu leur emploi), ils veulent également réduire la contribution patronale au financement du système de protection sociale (chômage, retraites, formation...), ils veulent un contrat pour les jeunes dénué de toute protection, ni droit à l'allocation chômage, et entre autres mesures ils veulent également abaisser le coût des licenciements (lequel en Espagne est déjà très faible, puisqu'avec la législation actuelle ils ont licencié plus de 4 millions travailleurs(es).

Comme vous le voyez, un patronat rétrograde, dont le président lui-même connaît de sérieux problèmes dans ses entreprises, des

affaires judiciaires pour fraude, et qui a licencié des centaines de ses propres travailleurs(es).

Mais également un gouvernement socialiste, minoritaire au Parlement, et qui, bien qu'il n'ait jamais encore touché aux droits des travailleurs, droitise sa politique. Il a mis en œuvre, en raison d'un fort déficit public espagnol (11,4%), et pour répondre aux exigences formulées par l'Union Européenne, un Plan d'Austérité, qui vise à une économie de 50 milliard d'euros, ce qui fondamentalement va réduire les dépenses et les investissements publics. Nous pensons que c'est une erreur, car avec une économie privée atone, la réduction des investissements publics va entraîner de nouvelles suppressions d'emplois.

Un gouvernement qui, et bien que poussé par nos propositions et exigences, a approuvé la prolongation jusqu'en août de l'indemnisation des chômeurs et des mesures pour le logement, ainsi qu'un plus grand rôle de la banque publique (ICO), s'attaque à notre système public de retraites, programmant des régressions tel le recul de l'âge de départ à 67 ans (alors qu'avec 63,5 ans l'Espagne connaît déjà un des âges de départs les plus élevés). Ces mesures nous ont amenés à réaliser en février dernier les mobilisations dont je vous parlais. Nous craignons que le gouvernement Zapatero ne droitise encore davantage sa politique, une fois conclue la présidence espagnole de l'Union Européenne, et cela face aux exigences des pouvoirs financiers, de l'Europe néolibérale et de la proximité des élections en Espagne (élections dans les provinces autonomes et les municipales).

Les Commissions Ouvrières, conjointement avec l'Union Générale des Travailleurs (UGT), et face à la crise, ont signé un accord de

modération salariale dans la fonction publique et dans la négociation collective des secteurs privés.

Nous avons réussi à asseoir le patronat à la table du Dialogue Social national, bien que nous rencontrions de nombreuses difficultés devant le rôle rétrograde et anti-solidaire des patrons. Un patronat qui, de concert avec la droite espagnole (Parti Populaire), semble plus soucieux de contribuer à la chute d'un gouvernement affaibli par la crise, qu'à rechercher les accords dont le pays et travailleurs ont tant besoin. Et cependant l'investissement des entreprises est nécessaire !!

Aux CC.OO nous travaillons à des propositions et alternatives utiles et nécessaires face à la crise, dans le cadre du Dialogue Social National telles que : la priorité à la protection sociale des plus démunis, la mise en œuvre de la réduction de la journée de travail pour freiner le chômage, des mesures spéciales pour les jeunes, la réforme du système financier, la lutte contre l'économie souterraine (chiffrée à 20%), la lutte contre la fraude fiscale (on pourrait récupérer 70 milliards d'euros), des mesures fiscales à travers l'impôt direct, l'investissement public, la formation et des initiatives pour changer notre modèle de croissance, et cela au sein d'un Pacte Public pour l'Economie, l'Emploi et la Cohésion Sociale, proposé par les CC.OO.

Aux Asturies également, nous avons notre propre accord avec le patronat et le gouvernement asturien, l'Accord pour la Compétitivité, l'Emploi et le Bien Etre aux Asturies (l'ACEBA). C'est un accord que nous avons signé en janvier 2008, avec un financement de 3,7 milliards d'euros, pour les quatre années de sa durée, et que nous sommes en train de réorienter pour le rendre plus efficace face à la crise, en mettant l'accent sur les politiques

d'investissement public, de recherche-développement, de protection sociale (aux Asturies nous avons un revenu minima d'insertion appelé Salaire Social , tout le monde perçoit des revenus minimum), pour des politiques d'emploi et de formation (avec différents types d'aides), du logement, de la santé au travail, et cet accord contient également des initiatives pour la pérennité de nos systèmes éducatif et sanitaire.

Cependant et malgré tout la crise est intense, et bien que se dessine une amélioration économique, la création d'emplois ralentira, et nous avons besoin de politiques de gauche, comme celles que j'ai pointées auparavant, mais également de plus forts engagements des entreprises et du secteur financier.

Ainsi aux Asturies comme dans tout le pays, nous cherchons des issues à la crise, à travers la négociation certes, mais également par la mobilisation si les questions n'avancent pas, et si en face ils persistent à vouloir réduire les droits de ceux qui ne sont pas à l'origine de cette crise, je veux parler des travailleurs(es).

Voilà, je termine,

Bonnes conclusions à votre congrès, et

VIVE LA CGT.

Lorraine le 12/03/2010

Antonio Pino Cancelo

Secrétaire général

des CC.OO des Asturies.